

MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS INTELECTUELLES

REGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC)

Acheteur exerçant la maîtrise d'ouvrage

Direction régionale et interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports d'Île-de-France (DRIEAT IF)

Acheteur

Direction régionale et interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports d'Île-de-France (DRIEAT IF), représentée par Madame la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports en vertu de l'arrêté de délégation de Monsieur le préfet de la Région Île-de-France n°IDF-2023-04-19-00003 du 19 avril 2023

Objet de la consultation

Accord-cadre multi-attributaire à bons de commande relatif à la réalisation d'études relatives aux sujets acoustiques sur le réseau routier national d'Île-de-France

Remise des offres

Date et heure limites de réception : le 16/07/2025 à 12 heures

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

SOMMAIRE

	Pages
ARTICLE 1. OBJET ET CARACTERISTIQUES DU MARCHE PUBLIC.....	3
1-1. Contexte du marché public.....	3
1-2. Objet du marché public.....	3
1-3. Lieu(x) d'exécution.....	3
1-4. Durée du marché public et délais d'exécution.....	4
1-5. Forme du marché public.....	4
1-6. Clause sociale.....	4
1-7. Clause environnementale.....	4
1-8. Procédure de passation.....	4
1-9. Allotissement.....	4
1-10. Décomposition en tranches.....	4
1-11. Forme juridique de l'attributaire.....	4
1-12. Modalités d'attribution des bons de commandes.....	5
1-13. Variantes.....	5
1-14. Prestations supplémentaires éventuelles (PSE).....	5
1-15. Modifications de détail au dossier de consultation.....	5
1-16. Délai de validité des offres.....	6
ARTICLE 2. MODALITES DE RETRAIT DU DOSSIER DE CONSULTATION.....	6
2-1. Composition du dossier de consultation des entreprises.....	6
2-2. Composition du dossier à remettre par les candidats.....	7
2-3. Documents à fournir par l'attributaire du marché public.....	10
ARTICLE 3. SELECTION DES CANDIDATURES - JUGEMENT ET CLASSEMENT DES OFFRES	10
3-1. Sélection des candidatures.....	10
3-2. Jugement et classement des offres.....	10
ARTICLE 4. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DE L'OFFRE.....	12
4-1. Dispositions d'ordre général.....	12
4-2. 5-2. Modalités de remise de l'offre par échange électronique sur la plateforme de dématérialisation.....	14
ARTICLE 5. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES.....	16
ARTICLE 6. DROIT APPLICABLE ET JURIDICTION COMPETENTE EN CAS DE CONTENTIEUX.....	16

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

Dans tout ce document, le code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.

ARTICLE 1. OBJET ET CARACTERISTIQUES DU MARCHE PUBLIC

1-1. Contexte du marché public

La lutte contre les nuisances sonores constitue un enjeu majeur pour l'amélioration de la qualité de vie en Île-de-France. Le présent accord-cadre, portant sur la réalisation d'études acoustiques, s'inscrit pleinement dans cette dynamique. Les prestations commandées permettront de cartographier les zones critiques en matière de pollution sonore, afin de mieux orienter les investissements sur le réseau routier national d'Île-de-France.

Le maître d'ouvrage est la Direction des Routes d'Île-de-France (DiRIF), relevant de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports d'Ile-de-France (DRIEAT IF). La DiRIF est chargée de l'exploitation et de la modernisation du réseau routier national francilien. Sa mission s'inscrit dans une démarche globale d'amélioration des infrastructures routières, intégrant les enjeux environnementaux et acoustiques.

1-2. Objet du marché public

L'accord-cadre concerne la réalisation d'études acoustiques dans le cadre des opérations conduites par la DiRIF sur le réseau routier national (RRN) d'Île-de-France, couvrant l'ensemble des départements de la région (75, 77, 78, 91, 92, 93, 94 et 95).

Ces études visent à répondre aux objectifs suivants :

- Traitement des Points Noirs de Bruit (PNB) ;
- Accompagnement des opérations d'investissement sur le RRN ;
- Réponse à des plaintes déposées par des usagers ou riverains ;
- Évaluation ponctuelle de l'incidence acoustique de certains chantiers.

Les prestations pourront inclure, en tout ou partie, les éléments suivants :

- Recueil de données ;
- Analyse des protections phoniques (avec ou sans mesures) ;
- Mesures de bruit et de trafic ;
- Calage de modèles acoustiques ;
- Simulations ;
- Recherche et caractérisation de PNB ;
- Conseil et assistance.

1-3. Lieu(x) d'exécution

Les lieux d'exécution des prestations sont situés principalement sur le réseau routier national francilien. Ces opérations portent sur l'ensemble des départements de la région d'Île-de-France (75, 77, 78, 91, 92, 93, 94, 95).

Néanmoins, il peut être nécessaire de mesurer l'impact sur le bâti existant le long du RRN ou sur les autres réseaux routiers appartenant à d'autres gestionnaires (réseaux concédés, départementaux ou communaux).

Et les différentes réunions nécessaires à l'exécution du marché pourront se dérouler dans les locaux des différents services commanditaires et dans les locaux du maître d'ouvrage.

1-4. Durée du marché public et délais d'exécution

La durée de l'accord-cadre et les délais d'exécution des prestations sont précisés dans l'acte d'engagement.

1-5. Forme du marché public

Le présent marché public est conclu sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande multi-attributaire, conformément aux articles L.2125-1, R.2162-2, R.2162-4, R.2162-13 et R.2162-14 du CCP.

Les modalités de répartition des bons de commande entre les titulaires sont définies à l'article 2-6 du présent règlement de la consultation et à l'article 1-6 du cahier des clauses administratives particulières (CCAP).

Il n'est pas prévu de montant minimum pour l'accord-cadre. Le montant maximum est fixé à 500 000 € HT par an.

1-6. Clause sociale

Sans objet.

1-7. Clause environnementale

Les clauses environnementales sont précisées dans l'article 1-9.6 du CCAP. .

1-8. Procédure de passation

La présente consultation est lancée selon la procédure de l'appel d'offres ouvert, conformément aux articles L.2124-2, R.2124-2 et R.2161-2 à 5 du CCP.

1-9. Allotissement

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

1-10. Décomposition en tranches

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

1-11. Forme juridique de l'attributaire

L'accord-cadre à bons de commandes est multi-attributaire. À l'issue de l'analyse des offres, les deux meilleures seront retenues sous réserve d'un nombre d'offres recevables suffisant.

L'accord-cadre sera conclu :

- soit avec un opérateur économique unique ;

- soit avec un groupement d'opérateurs économiques conjoint ou solidaire. En cas de groupement conjoint, le mandataire sera solidaire, pour l'exécution du marché public, de chacun des membres du groupement, pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur. La composition du groupement ne peut être modifiée entre la remise des offres et la date de signature du contrat.

Conformément à l'article R.2142-21 du CCP, il est interdit aux candidats de présenter, pour ce marché public, plusieurs offres en agissant à la fois :

- En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupement(s) ;
- En qualité de membres de plusieurs groupements.

Les prestataires et le mandataire du groupement, doivent justifier leur pouvoir à engager les entreprises.

Conformément aux articles L.2141-13 et L.2141-14 du CCP, lorsque le motif d'exclusion de la procédure de passation concerne un membre d'un groupement d'opérateurs économiques, l'acheteur exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion dans un délai de dix jours à compter de la réception de cette demande par le mandataire du groupement, sous peine d'exclusion du groupement de la procédure.

Lorsqu'un groupement se trouve dans un des cas visés à l'article R.2142-26 du CCP, l'acheteur peut l'autoriser à continuer la procédure. Dans ce cas, le groupement propose dans les dix jours à l'acceptation de l'acheteur un ou plusieurs nouveaux membres du groupement ou sous-traitants.

1-12. Modalités d'attribution des bons de commandes

L'attribution des bons de commande se fera par application de la règle dite « à tour de rôle » où, pour chaque bon de commande, le choix du titulaire s'effectue par roulement.

Le détail de la passation de commande est précisé au chapitre 1-6 du CCAP.

À titre indicatif et sans engagement de la part du représentant de l'acheteur, les quantités commandées par acheteur, selon la méthode dite « à tour de rôle », sont indiquées dans le détail estimatif joint.

Ce détail estimatif servira à juger les offres sur le critère prix comme défini à l'article 4.2 du présent règlement de la consultation.

1-13. Variantes

Les candidats doivent répondre à la solution de base, les variantes sont interdites.

1-14. Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)

Sans objet.

1-15. Modifications de détail au dossier de consultation

L'acheteur se réserve la possibilité d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Celles-ci doivent être communiquées au plus tard 7 jours calendaires avant la date limite fixée pour la remise des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

1-16. Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 6 mois à compter de la date limite de réception des offres.

L'acheteur pourra, à tout moment, ne pas donner suite à la procédure. Les candidats en seront alors informés.

ARTICLE 2. MODALITES DE RETRAIT DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le dossier de consultation est téléchargeable gratuitement sur la plateforme des achats de l'État (PLACE) à l'adresse suivante : <http://www.marches-publics.gouv.fr> – sous la référence :

DRIEAT-SMR-DEGVR-AOO-25-014.

Le candidat est invité à s'inscrire sur la plateforme afin d'être destinataire des éventuels avertissements de modification de la consultation. Il vérifiera le paramétrage de sa messagerie électronique afin de s'assurer de la bonne réception des messages de la plateforme. Il renseigne ses coordonnées et courriel sur PLACE afin d'être informé des questions formulées au cours de la consultation et des réponses apportées par l'acheteur, ainsi que de toute modification du dossier de consultation, le cas échéant. Un candidat ne peut opposer à l'acheteur ou à un tiers l'ineffectivité ou le caractère générique du courriel choisi afin d'accéder à la consultation pour contester le défaut de notification d'une information publiée dans le cadre de la consultation.

Les candidatures et les offres des candidats, ainsi que les documents de présentation associés, seront entièrement rédigés en langue française.

Il est rappelé que le ou les signataires doi(ven)t être habilité(s) à engager le candidat.

Seul l'acte d'engagement sera daté et signé par le(s) représentant(s) habilité(s) du/des candidat(s). La signature apposée sur ce document est obligatoirement une signature électronique conforme aux dispositions du présent document relatives aux offres électroniques.

Toutefois, l'absence de signature de l'acte d'engagement au moment du dépôt de l'offre n'entraîne pas son irrégularité. La signature sera en effet exigée au stade de l'attribution.

2-1. Composition du dossier de consultation des entreprises

Le présent dossier de consultation est constitué par :

- Le présent règlement de consultation (RC) ;
- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes ;
- Le cadre du bordereau des prix unitaires (BPU) ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- Le détail Estimatif (DE).

2-2. Composition du dossier à remettre par les candidats

Le dossier à remettre par les candidats comprendra les pièces suivantes :

A → dans un sous-dossier – les pièces relatives à la candidature :

Les candidats ont la possibilité de déposer leur dossier de candidature en utilisant :

- soit le Document Unique de Marché Européen électronique (eDUME), disponible depuis le service exposé de PLACE ou à l'adresse suivante : <https://dume.chorus-pro.gouv.fr>

En cas de candidature présentée sous la forme d'un groupement d'entreprises, il est fourni un eDUME pour chaque cotraitant.

- soit les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat), disponibles à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

En cas de candidature présentée sous la forme d'un groupement d'entreprises, il est fourni un seul formulaire DC1 mentionnant l'ensemble des cotraitants, et un formulaire DC2 pour chaque cotraitant.

Recours aux capacités d'autres opérateurs économiques :

Conformément à l'article R.2142-3 du CCP, le candidat peut avoir recours aux capacités d'autres opérateurs économiques, quelle que soit la nature juridique des liens qui l'unissent à ces opérateurs. Dans cette hypothèse, le candidat justifie des capacités de ce ou ces opérateur(s) économique(s) et apporte la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché public. Cette preuve peut être apportée par tout moyen approprié.

Sous-traitance :

Conformément aux articles L.2193-2 à L.2193-6 du CCP, l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement sont demandés dans les conditions suivantes, dans le cas où la demande de sous-traitance intervient au moment du dépôt de l'offre.

Le candidat fournit à l'acheteur une déclaration (formulaire DC4 disponible à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>) mentionnant notamment :

- a) La nature des prestations sous-traitées ;
- b) Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- c) Le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- d) Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- e) Le cas échéant, les capacités du sous-traitant sur lesquelles le candidat s'appuie.

Il remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction de soumissionner.

Pour satisfaire aux obligations susmentionnées, le candidat qui envisage, dès le dépôt de son offre, de sous-traiter une partie de sa prestation, complètera utilement la déclaration de sous-traitance et joindra, pour chaque sous-traitant, l'ensemble des documents, attestations et renseignements réclamés aux candidats, tels que figurant au présent règlement de la consultation.

La notification du marché public emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

Il est toutefois précisé que l'appréciation des capacités d'un opérateur économique et de son/ses sous-traitant(s) est globale. Ainsi, il n'est pas exigé que chaque opérateur économique dispose de la totalité des capacités requises pour exécuter le marché public.

Candidature formulée au moyen des formulaires DC1 et DC2 :

En cas de candidature formulée au moyen des formulaires DC1 et DC2, les candidats transmettent :

- ➔ les justifications relatives à la capacité juridique du candidat :
 - le formulaire DC1 dûment complété ;
 - le pouvoir du signataire de l'acte d'engagement pour engager l'entreprise (établi par tout moyen, notamment via la transmission du numéro unique d'identification délivré par l'INSEE et/ou des délégations internes à l'entreprise) ;
 - une déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance des risques professionnels pertinents ;
- ➔ les justifications relatives à la capacité économique et financière du candidat :
 - le formulaire DC2 dûment complété, notamment la déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique ;
- ➔ les justifications relatives à la capacité technique et professionnelle du candidat :
 - La présentation d'un dossier de références pertinentes sur les trois dernières années, indiquant la nature de l'opération, l'identité du maître d'ouvrage et le rôle tenu par le candidat, l'importance de l'opération et la date de sa réalisation. Cette présentation pourra être accompagnée d'attestations de l'acheteur.
 - Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années ;
 - Des certificats de qualification professionnelle établis par des organismes indépendants. Dans ce cas, l'acheteur accepte tout moyen de preuve équivalents ainsi que les certificats équivalents d'organismes établis dans d'autres Etats membres.

Qualification OPQIBI n°	Désignation de la qualification
1601	Etudes acoustiques
1602	Maîtrise d'œuvre en acoustique des infrastructures de transport
1604	Maîtrise d'œuvre en acoustique du bâtiment

Les candidats qui ne disposent pas des renseignements demandés ci-dessus (par exemple les sociétés nouvellement créées), peuvent apporter des moyens de preuve équivalents de leurs capacités.

L'acheteur exige la fourniture des documents demandés même s'ils ont déjà été transmis lors d'une précédente consultation.

B → dans un autre sous-dossier – Les pièces relatives à l'offre :

Le dossier à remettre par les candidats comprendra les pièces suivantes :

- L'acte d'engagement : cadre ci-joint à compléter par le(s) représentant(s) habilité(s) du/des prestataire(s). Il est rappelé que l'absence de signature de l'acte d'engagement au moment du dépôt de l'offre n'entraîne pas son irrégularité. La signature sera exigée au stade de l'attribution ;

Dans le cas d'un groupement, le candidat joindra les annexes relatives à la répartition et la valorisation des prestations entre les cotraitants.

En cas de recours à la sous-traitance, conformément aux articles L.2193-4, L.2193-5 et R.2193-1 du CCP, le candidat doit compléter cet acte d'engagement en l'accompagnant de formulaires DC4 complétés à raison d'un par sous-traitant. Ce formulaire est téléchargeable sur le site www.economie.gouv.fr. Pour chacun des sous-traitants, le candidat devra également joindre les renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer au bénéfice de l'avance prévue à l'article 5-2 du CCAP, ils doivent le préciser à l'article 4 de l'acte d'engagement.

- Le bordereau des prix unitaires (BPU) complété. Le candidat ne peut en aucun cas modifier le cadre fourni par l'acheteur ;
- Le détail estimatif complété (DE) complété. Le candidat ne peut en aucun cas modifier le cadre fourni par l'acheteur. Le détail estimatif donne, à titre indicatif et sans engagement de l'Administration, la quantité qui pourrait être commandée durant l'exécution de l'accord-cadre. Le détail estimatif n'est pas un document contractuel et sert uniquement à analyser les offres.
- Les documents explicatifs relatifs à l'organisation et aux moyens mis en place pour assurer la mission :
 - une note technique relative à l'organisation générale proposée par le candidat. Celle-ci présentera la méthodologie retenue pour mener à bien les différentes prestations et sous-prestations demandées par le maître d'ouvrage. La note précisera les procédés employés ainsi que les moyens matériels qui seront mobilisés pour le bon déroulement des études et ce afin de répondre dans les délais. Les certificats d'étalonnage des matériels seront à fournir (copie des carnets métrologiques de chaque appareil utilisé). Cette note devra notamment expliquer le pilotage de l'opération (chef de projet), l'organisation de l'équipe projet et les communications (interfaces) avec la maîtrise d'ouvrage ;
 - une note technique détaillant les moyens humains alloués aux études, ainsi que l'expérience professionnelle des intervenants. Cette note devra mettre en évidence les compétences et qualifications des membres de l'équipe mobilisée, tout en démontrant la pertinence de leur expérience sur des projets similaires et l'adéquation de leurs compétences aux exigences du projet. Elle contiendra également les CV des membres de l'équipe mobilisée et des avis ou études de réalisations antérieures.
 - une note technique relative aux procédures de suivi de la qualité des prestations. Celle-ci décrira l'organisation du contrôle (interne et externe) pour la réalisation des prestations, notamment en termes d'uniformisation des livrables et d'écoute quant aux demandes des clients (reprise des documents après remarques du maître d'ouvrage). Une attention particulière sera portée sur les contrôles et le suivi des prestations. Les procédures de suivi de la qualité pourront être décrites dans le cadre d'un Plan d'Assurance Qualité.

L'acheteur se réserve la possibilité de rendre contractuel tout ou partie du contenu des notes techniques remises par le candidat avec son offre.

2-3. Documents à fournir par l'attributaire du marché public

Si l'attributaire pressenti ne fournit pas les certificats, attestations ou déclarations mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-14 du CCP, sa candidature sera rejetée. Dans ce cas, l'élimination du candidat sera prononcée par l'acheteur qui présentera la même demande au candidat suivant dans le classement des offres.

Conformément à l'article R.2143-8 du CCP, les documents demandés seront les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du Code du travail, sollicitées par l'acheteur au moyen du formulaire NOTI1 (information au candidat retenu), disponible à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Ces pièces seront transmises à l'acheteur dans le délai fixé à la rubrique E du formulaire NOTI1.

Si l'attributaire du marché public n'a pas signé l'acte d'engagement au moment du dépôt de l'offre, le(s) représentant(s) habilité(s) de l'attributaire devra(ont) signer ce document au moment de l'attribution. La signature apposée est obligatoirement une signature électronique conforme aux dispositions de l'article 5-2 du présent règlement de la consultation.

Pour l'application des articles D.8254-2 à D.8254-5 du Code du Travail, la liste nominative des salariés étrangers employés par le titulaire et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L.5221-2 du Code du Travail sera remise par l'attributaire avant la notification du marché public.

Cette liste, établie à partir du registre unique du personnel, précise pour chaque salarié :

- 1° Sa date d'embauche ;

- 2° Sa nationalité ;

- 3° Le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

S'il n'emploie pas de travailleurs étrangers, l'attributaire fournit une attestation sur l'honneur en ce sens.

ARTICLE 3. SELECTION DES CANDIDATURES - JUGEMENT ET CLASSEMENT DES OFFRES

3-1. Sélection des candidatures

Seuls seront ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et l'heure limites de remise des offres. Au vu des seuls renseignements relatifs aux candidatures listés à l'article 3-2 du présent règlement de la consultation, celles qui ne peuvent être admises en application des dispositions des articles R2143-6 à -14 du CCP sont éliminées par l'acheteur.

3-2. Jugement et classement des offres

L'acheteur examinera l'offre des candidats pour établir un classement.

Après classement par ordre décroissant des offres conformément aux critères pondérés définis ci-après, les deux offres économiquement les plus avantageuses sont choisies par l'acheteur.

Les critères d'attribution de l'accord-cadre sont pondérés comme suit :

Critère d'attribution	Pondération
Le prix, apprécié au regard du montant total du détail estimatif	60,00 %
La valeur technique de l'offre appréciée au regard des notes techniques et selon les sous-critères de l'article 4-2-2 ci-dessous.	40,00 %

Les lettres de rejet des offres non retenues au terme de l'analyse seront envoyées aux candidats par voie électronique (via la plate-forme) à l'adresse de courriel qu'ils auront indiquée dans l'acte d'engagement. Les candidats vérifient le paramétrage de leur messagerie électronique afin de s'assurer de la bonne réception des messages de la plate-forme.

3-2.1. Appréciation du critère prix

La formule utilisée pour la notation du critère prix sur 20 points sera :

$$Notedel'offre_{(entre0et20)} = 20 \times \left(1 - \frac{offre - offremini}{offremini} \right)$$

Étant précisé que :

- L'offre du moins disant aura la note maximale.
- La note 0 sera attribuée pour toute offre supérieure ou égale à l'offre du moins disant, majorée de 100 %.

3-2.2. Appréciation du critère valeur technique

Le critère valeur technique sera apprécié au vu des notes techniques citées à l'article 3-2 et noté sur 20 points répartis entre les sous-critères définis ci-dessous.

Les sous critères, leurs valeurs respectives et leurs décompositions en éléments techniques sont les suivants :

SOUS-CRITÈRES TECHNIQUES	VALEUR
<u>Pertinence de l'organisation générale proposée par le candidat</u> : l'organisation générale présentée par le candidat doit démontrer sa capacité à réaliser les prestations, en mettant en avant des éléments tels que le respect des délais, la réactivité, la méthodologie employée, ainsi que l'identification et le rôle du chef de projet	8 pts
<u>Qualité des moyens alloués aux études</u> : références des personnes mobilisées et leurs formations. Les références sur les CV des personnes mobilisés reflètent le niveau de compétences de l'équipe. La qualité technique de production des candidats sera appréciée par l'analyse d'avis et d'études réalisés par le passé, demandés dans la notice technique correspondante.	6 pts
<u>Pertinence des procédures de suivi de la qualité des prestations</u> : cet aspect garantit que le candidat est en mesure de fournir des prestations uniformes, tout en restant attentif aux attentes de ses clients. Une vigilance particulière sera accordée aux procédures de contrôle, au suivi des prestations, ainsi qu'à la vérification des certificats d'étalonnage des équipements utilisés.	6 pts

Au terme de l'analyse, la meilleure note obtenue sur le critère valeur technique sera portée systématiquement à la note de 20/20, les notes suivantes étant, selon une règle de 3, portées elles aussi à une valeur par référence à la meilleure note.

ARTICLE 4. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DE L'OFFRE

4-1. Dispositions d'ordre général

Les offres seront établies en euros et transmises en une seule fois.

En application de l'article R.2132-7 du CCP, la remise des offres se fera exclusivement via la plateforme des achats de l'État – PLACE - (<http://www.marches-publics.gouv.fr>) qui répond aux exigences fixées par les arrêtés du 22 mars 2019 relatifs aux exigences minimales des moyens de communication électroniques dans la commande publique et aux fonctionnalités et exigences minimales des profils d'acheteurs.

Toute offre remise sur support "*papier*" ou sur support physique électronique externe, à l'exception de la copie de sauvegarde prévue à l'article R.2132-11 du CCP, sera considérée comme irrégulière et traitée dans les conditions fixées aux articles R.2152-1 et R.2152-2 du CCP.

Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même candidat, seule est ouverte la dernière offre reçue par l'acheteur dans le délai fixé pour la remise des offres.

Traitement de la copie de sauvegarde

La copie de sauvegarde prévue à l'article R.2132-11 du CCP peut être remise sur support papier, support physique électronique, ou par voie électronique.

1^{er} cas : remise de la copie de sauvegarde sur support papier ou support physique électronique :

La copie de sauvegarde doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible "*copie de sauvegarde*". Elle doit parvenir avant la date et l'heure limites de remise des offres indiquées en page de garde du présent règlement de la consultation, à l'adresse suivante :

.

DRIEAT-IF / SG / DCPA / UPIMPPAM
21-23 Rue Miollis
75015 PARIS

Offre pour : « Accord-cadre multi-attributaire à bons de commande relatif à la réalisation d'études relatives aux sujets acoustiques sur le réseau routier national d'Île-de-France »

COPIE DE SAUVEGARDE

Nom du candidat ou du mandataire du groupement :

« NE PAS OUVRIR »

Le candidat qui dépose sa copie de sauvegarde en main propre contre récépissé, le fait les jours ouvrés **du lundi au vendredi de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 16 heures.**

La copie de sauvegarde ne peut être ouverte que dans les cas prévus à l'article 2 de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde :

1. Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique. La trace de cette malveillance est conservée.
2. Lorsqu'une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais, ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.
3. Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans la copie de sauvegarde, celle-ci est écartée par l'acheteur.

2^{ème} cas : remise de la copie de sauvegarde par voie électronique :

La copie de sauvegarde doit parvenir à l'acheteur avant la date et l'heure limites de remise des offres indiquées en page de garde du présent règlement de la consultation. Le candidat dépose ou envoie sa copie de sauvegarde sur/par l'outil de son choix, à la condition que ce dernier respecte les exigences définies à l'annexe 8 du Code de la commande publique.

Par le biais d'un accusé réception, cet outil doit informer l'acheteur de la mise à disposition de la copie de sauvegarde et lui indiquer les modalités de récupération.

Les services existants permettant la remise de la copie de sauvegarde par voie électronique sont les suivants :

- La lettre recommandée électronique :

- o Liste des produits et services qualifiés par l'ANSSI pour la France (en pages 20-21) : [liste-produits-et-services-qualifies.pdf \(ssi.gouv.fr\)](#) ;
- o Liste des produits et services qualifiés pour l'Europe : [eIDAS Dashboard \(europa.eu\)](#) ;

- Tous les autres services permettant l'envoi et la réception de fichier en respectant les exigences de l'annexe 8 du Code de la commande publique.

Nota : les services permettant la remise d'une copie de sauvegarde par voie électronique pouvant nécessiter des modalités d'inscription longues, il est recommandé aux opérateurs économiques d'anticiper le dépôt de la copie de sauvegarde en procédant aux modalités d'inscription et d'identification sur la solution technique envisagée.

4-2. 5-2. Modalités de remise de l'offre par échange électronique sur la plateforme de dématérialisation

Lors de la première utilisation de la plateforme de dématérialisation (<http://www.marches-publics.gouv.fr>), le candidat installera les prérequis techniques et prendra connaissance du manuel d'utilisation.

La remise d'une offre par voie électronique sera effectuée sur la plateforme de dématérialisation sous la référence : **DRIEAT-SMR-DEGVR-AOO-25-014**.

En outre, cette transmission sera effectuée selon les modalités suivantes :

- L'offre devra parvenir à destination avant la date et l'heure indiquées dans la page de garde du présent règlement de la consultation ;
- La durée de la transmission de l'offre étant fonction du débit de l'accès Internet du candidat et de la taille des documents à transmettre, le candidat est invité à s'assurer que tous les documents sont utiles à la compréhension de son offre ;
- Les dossiers qui seraient transmis après la date et l'heure limites fixées ci-dessus ne seront pas retenus ;
- Les documents à fournir, conformément à l'article 3-2 ci-dessus, devront l'être sous forme de fichiers informatiques ;
- Seuls les formats de fichiers informatiques de types pdf, dxf, ppt, doc, xls, sxw, sxc, sxi, sxd, odt, ods, odp, odg seront acceptés, ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format « zip ». Leurs noms devront être suffisamment explicites ;
- L'arrêté du 22 mars 2019 **fixe les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde**.

Par application de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique dans la commande publique, le candidat doit respecter les conditions suivantes :

- **Le certificat de signature du signataire respecte au moins le niveau de sécurité préconisé.**

➤ 1^{er} cas : Certificat émis par une Autorité de certification « *reconnue* »

Le certificat de signature est émis par une Autorité de certification, française ou étrangère, mentionnée dans l'une des listes de confiance décrites dans les références suivantes :

- <https://www.ssi.gouv.fr/administration/reglementation/confiance-numerique/le-reglement-eidas/liste-nationale-de-confiance/>
- <https://webgate.ec.europa.eu/tl-browser/#/>

Dans ce cas, le candidat n'a aucun justificatif à fournir sur le certificat de signature utilisé pour signer sa réponse.

- 2ème cas : Le certificat de signature électronique n'est pas référencé sur une liste de confiance

La plate-forme de dématérialisation PLACE accepte tout certificat qualifié délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences requises par le règlement eIDAS du 23 juillet 2014.

Toutefois, les certificats qualifiés de signature électronique délivrés en application de l'arrêté du 15 juin 2012 relatif à la signature électronique, en particulier tous certificats de signature électronique présentant des conditions de sécurité équivalentes à celles du référentiel général de sécurité (RGS), sont toujours valables et demeurent régis par ses dispositions jusqu'à leur expiration.

Le candidat s'assure que le certificat qu'il utilise est au moins conforme au niveau de sécurité préconisé sur le profil d'acheteur, et donne tous les éléments nécessaires à la vérification de cette conformité par l'acheteur.

Le signataire transmet les informations suivantes :

- La procédure permettant la vérification de la qualité et du niveau de sécurité du certificat de signature utilisé : preuve de la qualification de l'Autorité de Certification, la politique de certification...
- Le candidat fournit notamment les outils techniques de vérification du certificat : chaîne de certification complète jusqu'à l'AC racine, adresse de téléchargement de la dernière mise à jour de la liste de révocation ;
- L'adresse du site Internet du référencement du prestataire par le pays d'établissement ou, à défaut, les données publiques relatives au certificat du signataire, qui comportent, au moins, la liste de révocation et le certificat du prestataire de services de certification électronique émetteur.

Le candidat peut utiliser l'outil de signature de son choix :

- Soit le candidat utilise l'outil de signature de la plateforme des achats de l'État PLACE.

Dans ce cas, le soumissionnaire est dispensé de fournir tout mode d'emploi ou information.

- Soit le candidat utilise un autre outil de signature que celui proposé sur PLACE, auquel cas il doit respecter les deux obligations suivantes :
 - 1) Produire des formats de signature XAdES, CAdES ou PAdES ;
 - 2) Permettre la vérification de la signature et de l'intégrité du document conformément aux dispositions de l'article 5 de l'arrêté susmentionné, en transmettant les éléments nécessaires pour y procéder, et ce, gratuitement.

Dans ce cas, le signataire indique la procédure permettant la vérification de la validité de la signature, en fournissant notamment :

- le lien sur lequel l'outil de vérification de signature peut être récupéré, avec une notice d'explication et les prérequis d'installation (type d'exécutable, systèmes d'exploitation supportés, etc.). La fourniture d'une notice en français est souhaitée ;

- le mode de vérification alternatif en cas d'installation impossible pour l'acheteur (contact à joindre, support distant, support sur site, etc.).

RAPPEL GÉNÉRAL

Un « zip » signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. En cas de fichier zippé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément.

Une signature manuscrite scannée n'a pas d'autre valeur que celle d'une copie et ne peut pas remplacer la signature électronique.

ARTICLE 5. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Les candidats devront utiliser exclusivement les fonctionnalités de la plateforme de dématérialisation PLACE (<http://www.marches-publics.gouv.fr>), sous la référence : **DRIAT-SMR-DEGVR-AOO-25-014**.

Ils recevront en retour une réponse par voie électronique par l'intermédiaire de cette plateforme.

Pour obtenir tous les renseignements d'ordre administratif et technique qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir leur demande au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des offres.

Une réponse sera alors adressée en temps utile par l'intermédiaire de cette plate-forme à tous les candidats ayant retiré ou reçu le dossier, au plus tard 7 jours avant la date limite de remise des offres.

ARTICLE 6. DROIT APPLICABLE ET JURIDICTION COMPETENTE EN CAS DE CONTENTIEUX

En cas de litige, le droit français est seul applicable et les tribunaux français sont compétents.

La juridiction compétente est le Tribunal administratif de Paris, dont les coordonnées sont les suivantes :

Tribunal administratif de Paris
7 rue de Jouy
75 181 Paris Cedex 04
Tél. : 01 44 59 44 00 Télécopieur : 01 44 59 46 46
Courrier électronique (courriel) : greffe.ta-paris@juradm.fr
Adresse internet (U.R.L.) : [http\(s\)://paris.tribunal-administratif.fr](http(s)://paris.tribunal-administratif.fr)